

14 novembre 2004

Lutte contre le néolibéralisme guerrier : Alternatives, stratégie et tactique



Avant même que n'éclate la deuxième guerre contre l'Iraq, en mars 2003, le mouvement mondial anti-guerre avait mobilisé environ 10 millions de manifestants et manifestantes le 15 février précédent. Le fait d'avoir mobilisé à cette hauteur dans un grand nombre de pays et avant même que la guerre n'éclate — il avait fallu plusieurs années pour atteindre une telle mobilisation contre la guerre du Vietnam et cela essentiellement aux ÉU — annonçait les couleurs d'un renouveau de l'internationalisme, l'internationalisme du XXI^è siècle.

Ce nouvel internationalisme s'annonce vraiment mondial, contrairement à celui d'avant 1914 restreint pour l'essentiel aux pays impérialistes ; vraiment populaire, contrairement à celui d'entre les deux guerres mondiales restreint surtout aux avants-gardes ; vraiment égalitaire, contrairement à celui d'après 1945 restreint à la solidarité univoque envers les peuples du tiers monde. Ces sérieuses insuffisances avaient certes pour base matérielle l'insuffisant développement des moyens bon marché de transport et de communication et une méconnaissance des autres peuples. Ces insuffisances étaient exploitées à fond par la bourgeoisie pour maintenir des murs de Chine de préjugés. Ces préjugés, base du racisme et de la xénophobie, doivent désormais être entretenus par la sur-information événementielle et biaisée. Mais ce n'est pas aussi efficace.

Malgré l'imposante manifestation du 15 février, la guerre contre l'Iraq éclata quand même mais était-il vraiment réaliste de penser que les rapports de forces mondiaux allaient basculer du premier coup vers une dynamique émancipatrice ? Les expériences pionnières ne sont-elles pas généralement des échecs qui permettent de mesurer les forces réciproques et préparer la deuxième vague ? La montée des luttes ouvrières de 1912-1914, balayées par le chauvinisme guerrier de « l'union sacrée », n'a-t-elle pas préparé la vague révolutionnaire de 1917-1921 suite, il est vrai, à la première grande hécatombe du meurtrier XX^è siècle ? Ne faut-il pas plusieurs vagues de fond pour vaincre l'obstacle ? La réussite de cette vague révolutionnaire, il est vrai en Russie seulement et momentanément, n'a-t-elle pas été préparée par la Commune de Paris de 1871 et la première tentative de 1905 en Russie dont on a tiré les leçons ?

Le principe dialectique de la négation de la négation ne nous apprend-t-il pas que dans la défaite il y a la victoire et, il est vrai, vice-versa. La victoire d'Octobre, prolongée dans celle de 1949 en Chine jusqu'à celle du Nicaragua en 1979 en passant par celle de

Cuba en 1959 contenait les prémisses de sa défaite. Sans relais par les pays impérialistes, raté en 1919-23 en Allemagne, ensuite en 1943-47 en France et en Italie, puis finalement en 1968-75 en France, en Italie et au Portugal, toutes ces révolutions des peuples pauvres se sont finalement muées en citadelles assiégées bureaucratiques atrophiées la démocratie parfois jusqu'au goulag.

Cependant, rendons à César ce qui lui revient. À défaut de liberté, ces révolutions ont amélioré relativement le bien-être des peuples qui les ont faites — et de tous les autres au prorata de leur mobilisation et de leur importance géostratégique — que la domination impérialiste n'aurait autrement jamais permis. Il a fallu la victoire de la contre-révolution capitaliste dans les pays de l'ex-URSS pour cruellement le démontrer, non seulement pour ses peuples mais aussi pour tous les peuples. On a envie de dire pour tout LE peuple de la terre mais, hélas, ce serait une anticipation qui n'est pas une certitude.

Toutefois, cette amélioration de la justice sociale sous la houlette de l'impérialisme, contraint par la lutte des classes et des peuples, se fit aux dépens de la survie de l'humanité et de sa solidarité. On s'en rendit compte quand on prit conscience du danger de « l'hiver nucléaire », danger qui demeure faute de désarmement et faute de solution au démantèlement des centrales nucléaires vieillissantes. Dorénavant on s'en rend compte avec l'effet de serre dont les conséquences paraissent plus graves que les pires scénarios anticipés il y a encore quelques années. Faut-il ajouter que cette amélioration s'est aussi faite aux dépens de la solidarité des peuples dont les uns souffrent d'embonpoint solitaire pendant que les autres crèvent de faim et de sida.

Le principe dialectique de la négation de la négation n'équivaut cependant pas au principe de l'éternel retour de la Grèce ancienne ni d'ailleurs à celui du « progrès » des Lumières. Est-il alors une spirale ascendante combinant ces deux principes de la philosophie occidentale de l'histoire ? Ou bien l'histoire serait-elle achevée comme l'affirment les néolibéraux doctrinaires ou encore n'aurait-elle pas de sens comme le disent les post-modernistes qui s'y sont résignés ? À cette question du sens de l'histoire, donc de la vie, ne peut-on pas répondre que spirale ascendante il y a mais que ces cercles ne cessent de s'agrandir la menaçant d'effondrement ? Socialisme ou barbarie disait Rosa Luxembourg.

Le mouvement des mouvements

« L'arbre est dans ses feuilles » chante le poète cajun Zacharie Richard. Ainsi le sens de l'histoire est dans les peuples de la terre pour qu'ils deviennent un dans un éclatement de diversité. On a vu les premiers bourgeons au Forum social mondial de Mumbai (Bombay) en janvier 2004 rassemblant 130 000 personnes venant de 117 pays. Dix ans après le cri de guerre contre l'ALÉNA des Zapatistes, la progression est fulgurante. Mais elle ne s'est pas faite sans oscillations.

La rencontre « intergalactique » du Chiapas en 1996 couronnait, en quelque sorte, les multiples mobilisations anti-FMI dans maints pays du tiers-monde depuis les années 80.

Cette expérience pionnière en pointe de cette première vague allait ensuite refluer dans ses bases, victime de la répression du gouvernement mexicain, de son isolement dans la société mexicaine trop acquise à l'électoratisme et de son refus de construire une coalition militante visant la prise du pouvoir.

Le message n'était cependant pas perdu. Dans les pays impérialistes, en particulier en France, aux ÉU et au Canada, une simple mobilisation internaute fit capoter en 1998 l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui visait à étendre au monde le chapitre 11 de l'ALÉNA qui permet aux transnationales par des tribunaux privés et semi-secrets de contrôler les paramètres de la politique économique, sociale et environnementale des États. On se rendit alors compte de la vulnérabilité de l'offensive néolibérale à laquelle jusque là rien ne résistait.

Parallèlement, stimulées par une imposante mobilisation ouvrière en France en 1995 contre les politiques néolibérales, dans l'Union européenne (UE) apparaissaient les premières luttes pan-européennes contre le chômage en forte croissance à la fin des années 90 tout comme un mouvement anti-dette du tiers monde à la fois dans l'UE, particulièrement en Grande-Bretagne, au Brésil et en Afrique du Sud à l'occasion du jubilé de l'an 2000.

Ce fut suffisant pour pousser à la mobilisation à Seattle, aux ÉU, en décembre 1999 lors du sommet du millénaire de l'OMC, quelques dizaines de milliers de manifestants et manifestantes unissant le contingent de l'AFL-CIO, qui fournit le gros des troupes, et le mouvement populaire dans toute sa diversité qui fournit sa radicalité revendicative et tactique. Cette unité sous des mots d'ordre radicaux rendue visible par une tactique de confrontation cristallisa les contradictions entre pays impérialistes et pays du tiers monde et même entre les ÉU et l'UE au point de faire capoter le sommet de millénaire.

Cette seconde victoire encore plus significative que celle de l'AMI, relayée par la Marche mondiale des femmes, galvanisa les mouvements anti-néolibéraux mondiaux, particulièrement en Europe latine et au Brésil, les stimulant à organiser une contrepartie au Forum économique de Davos, directoire idéologique du néolibéralisme mondial réunissant chefs d'État, PDG de transnationales et dirigeants de think-tanks. Ce premier Forum social mondial se réunit à Porto Alegre, au Brésil, capitale de la gauche du Parti des travailleurs avec son expérience-phare de budget participatif.

Ainsi parti du tiers monde puis relayé par les pays impérialistes dont en bout de course les ÉU, le centre hégémonique du monde, cette ensemble dispersé de mouvements anti-néolibéraux réussit à former une coalition molle mais mondiale — qu'on appellera le mouvement des mouvements — même si à ce premier rendez-vous l'Asie, l'Afrique et l'Europe de l'Est, et même les pays anglo-saxons, étaient relativement peu présents. Ce fut une première mondiale de tous les temps acquise, cependant, au prix de liens fragiles : fonctionnement au consensus et statuts interdisant aucune déclaration commune même si au point de départ on s'entendit sur le rejet du néolibéralisme.

Cependant, une réunion mondiale de cette ampleur — 20 000 au premier FSM — n'est pas concevable sans déclaration finale de sorte à donner une perspective minimale

d'orientation et d'action à défaut de quoi toute l'affaire ne serait qu'un happening sans conséquence. S'organisa donc immédiatement, en parallèle, une assemblée des mouvements sociaux à adhésion volontaire et sans liens formelles avec le FSM mais organiquement en phase avec lui. C'est cette assemblée qui produit une déclaration qu'en pratique l'on considère comme la déclaration du FSM.

Inutile de dire que ces arrangements ad hoc ne sont pas sans provoquer à la longue des grincements de dents démocratiques surtout que la composition de la direction internationale du Forum, très europa-brésilienne, est déterminée par cooptation. Cette tare démocratique n'a toutefois nullement empêché le mouvement des mouvements de se déployer continentalement, en Europe, en Amérique latine, quelque peu en Afrique et tout dernièrement en Inde, tant en Forum continentaux que nationaux et régionaux.

Le dernier FSM de Mumbai a même permis de commencer à résoudre deux problèmes structurels de taille, la pénétration de l'Asie, du moins de l'Asie du Sud car il faut tenir compte de la taille immense de ce continent qui regroupe 60% de la population mondiale et qui est composé de sous-continentes culturellement très distincts, et la mobilisation des masses populaires. On peut même se demander si après Mumbai la dynamique du mouvement des mouvements n'aura pas comme faire de lance le continent asiatique. Jusque Mumbai, questions de ressources financières et de réseautage, la participation avait été largement dominée par les couches moyennes blanches branchées sans compter la dominance mâle.

Cependant, du fait que les FSM se tiennent dans un pays du tiers monde et du fait de la présence de la Marche mondiale des femmes et de Via Campesina dans sa direction, ces défauts avaient pu être atténués. L'envahissement du site du Forum de Mumbai par les grandes masses paysannes, de Dalit (intouchables) et de « tribus », dont une forte composante femme, avec leurs modes d'expressions holistiques permettant de surmonter les barrières linguistiques contrastait avec la partie traditionnelle de conférences, séminaires et d'ateliers.

La gageure très risquée de sortir de l'axe UE-Amérique latine et de l'enclos des classes moyennes a été relevée avec un grand succès même si l'arrimage entre le haut et le bas reste à faire. D'autant plus que pour en arriver là il avait fallu passer à travers l'épreuve du 11 septembre 2001 qui avait donné l'occasion au néolibéralisme d'associer altermondialisme — nouveau vocable qui souligne le changement de paradigme en cours — et terrorisme puis de l'invasion de l'Iraq qui a jeté une douche froide sur le mouvement anti-guerre.

Non seulement Mumbai a-t-il été un nouveau sommet du FSM mais il a permis de renforcer l'arrimage entre lutte anti-néolibérale et la lutte anti-guerre, amorcé au FSM de 2002, ce qui n'était pas du tout évident au départ, en plus de davantage souligner la lutte contre l'oppression et pour les droits nationaux. Cet arrimage fut possible parce que justement la compréhension du néolibéralisme due au développement du mouvement des mouvements a permis de le concevoir comme intrinsèquement guerrier. C'est pourquoi l'assemblée mondiale des mouvements anti-guerre s'est tenue conjointement avec celle des mouvements sociaux.

Cette jonction fait en telle sorte que l'Appel de l'assemblée des mouvements sociaux rejettent tout autant les accords de libre-échange et la dette du tiers monde qu'elle dénonce les guerres impérialistes, les occupations de l'Iraq et de la Palestine et les bases militaires étasuniennes à l'étranger. Cette plate-forme minimale mondiale permet d'inviter les peuples du monde à de grandes manifestations mondiales. La dernière en date fut celle du 20 mars 2004 contre l'occupation de l'Iraq qui, il est vrai, n'a pas eu de loin le même succès que celles du 15 février 2003.

L'essoufflement

Ce recul est dû à la démobilisation relative du mouvement anti-guerre, particulièrement aux ÉU, où justement l'articulation néolibéralisme-guerre est moins forte qu'ailleurs comme le démontre la faiblesse du mouvement anti-néolibérale, malgré Seattle, par rapport au mouvement anti-guerre. La direction de l'AFL-CIO n'avait pas su tout apprécié qu'à Seattle la direction radicale ait imposé ces mots d'ordre et ses tactiques alors qu'elle fournissait le gros des troupes. Ainsi s'empara-t-elle de l'enjeu du 11 septembre, sauf une modeste gauche syndicale qui n'a pas suivi, pour décrocher des deux mouvements sous prétexte d'unité nationale face à la menace terroriste.

Cette compréhension de la guerre impériale découplée de l'impérialisme étasunien, ce qui suppose la possibilité d'un impérialisme néolibéral sans guerre, a conduit la grande majorité du mouvement anti-guerre à espérer arrêter la guerre par de simples grosses manifestations sans déboucher sur une remise en cause de l'ordre économique ce qui suppose un mouvement gréviste de longue haleine et fortement appuyé. Le découragement aidant, le mouvement a par la suite intégré dans sa large majorité le mouvement Anybody but Bush (ABB) c'est-à-dire a appuyé aveuglément un candidat pro-guerre. Il faudra du temps pour se remettre de pareille erreur stratégique basée sur une analyse sociale-démocrate qui découpe la réalité sociale en secteurs sans liens entre eux.

Cet effondrement politique s'est répercuté sur les mouvements de l'UE où le même découplage s'est reproduit au dernier Forum social européen de Londres en octobre 2004. Pendant que les mouvements continentaux voulaient centrer le Forum sur le rejet de la Constitution néolibérale, les mouvements du pays hôte ont voulu se concentrer presque exclusivement contre la guerre. Pour les mouvements continentaux, il était entendu que la Constitution très néolibérale, à être ratifiée par référendum dans plusieurs pays, structure une Europe puissance en accord avec la stratégie étasunienne de la « guerre contre le terrorisme » malgré d'inévitables contradictions inter-impérialistes, mis médiatiquement en épingle au point souvent de faire apparaître ces contradictions comme principales, masquant un accord sur le fond à savoir la nécessité du contrôle impérialiste du pétrole moyen-oriental.

Dans la conjoncture présente, être contre la guerre dans l'UE passe donc prioritairement par la lutte contre la ratification de la Constitution et contre les politiques néolibérales nationale bien qu'en Grande-Bretagne l'emphase puisse être sur la guerre étant donné

qu'elle est la grande alliée des ÉU. C'est cette faiblesse du mouvement proprement anti-néolibéral tant aux ÉU qu'en Grande-Bretagne qui explique la moins grande popularité des Forum sociaux dans ces pays. On peut penser que le nationalisme de la puissance hégémonique — par procuration dans le cas de la Grande-Bretagne — y est pour quelque chose.

La guerre unilatérale et mondialement très impopulaire contre l'Iraq y est perçue comme pouvant compromettre une hégémonie néolibérale par ailleurs potentiellement bienveillante si elle était plus sociale-libérale. On note d'ailleurs l'origine anglo-saxonne des plus importantes ONG mondiales — Amnesty International, Oxfam, Greenpeace — bien que les grandes ONG étasuniennes restent davantage cantonnées aux ÉU mais leur présence dans le tiers monde est massive. La politique de ces ONG, et en général des ONG financées par l'impérialisme donc de leur écrasante majorité, est de se substituer à leur manière aux mouvements de masse, en premier lieu aux syndicats, qui n'ont pas su s'internationaliser efficacement face à la globalisation du capital.

Cependant, cette substitution par des organisations à directions cooptées et à financement contraignant est aussi une substitution économique et politique. Dans les pays du tiers monde, ces ONG remplissent partiellement le vide laissé par les politiques néolibérales tout en éteignant la révolte populaire par la cooptation des dirigeants de la base. (Dans les pays impérialistes, ce rôle est davantage joué par « l'économie sociale ».) Il s'agit donc pour elles non pas de remettre en question le néolibéralisme mais de le lisser. On comprend donc la réticence de ces ONG à jouer le jeu des FSM, particulièrement les grandes ONG anglo-saxonnes habituées elles-mêmes à une certaine hégémonie mondiale dans leur domaine.

Ajoutons à ces blocages politiques et structuraux le coût plus élevé du transport et de l'hébergement, et une conjoncture moins propice, et on a en bout de ligne un Forum de Londres moins couru terminé par une manifestation beaucoup moins nombreuse que celle de Florence en 2002 et même celle de Paris en 2003. Un malaise encore plus grand semble s'être dégagé du premier Forum social des Amériques, avant tout de l'Amérique latine, en juillet 2004 en Équateur. Le dispersement des thématiques et le consensus à tout prix ont dilué le message au point de poser la question de son utilité politique mis à part le renforcement de la coordination des campagnes nationales contre la ZLÉA, relativement mobilisatrices dans certains pays d'Amérique latine.

Cet essoufflement, on l'avait aussi pressenti lors de ce même mois de juillet à Genève à l'occasion de la rencontre du Conseil général de l'OMC. À Cancun (Mexique) en septembre 2003, le mouvement des mouvements avait réussi à consolider ses victoires de l'AMI et de Seattle en contribuant de nouveau à faire capoter le démarrage du cycle du millénaire de l'OMC. Ces succès avaient toujours été dus à leur médiation par les contradictions impérialisme/tiers-monde et ÉU/UE. À la réunion restreinte de Genève contre laquelle ne se fit aucune mobilisation, les puissances impérialistes non seulement s'entendirent entre elles mais réussirent à coopter le Brésil et l'Inde, puissances du tiers-monde et dirigeantes du G-20, afin de redémarrer le cycle du millénaire. Ainsi s'effaçait, du moins momentanément, toute trace de victoire.

La résurgence du politique

La direction internationale du FSM, consciente du danger de dilution et de répétition du même message dû au carcan du consensus sur un éventail d'opinions politiques allant du social-libéralisme au marxisme révolutionnaire tente, pour le FSM 2005, une formule beaucoup moins axée sur les discussions générales que sur des plans d'action sectoriels et multi-sectoriels. On peut toutefois se demander en quoi cette segmentation thématique résoudra les importantes divergences politiques qui réapparaîtront au sein de chaque secteur d'autant plus que la gauche du PT qui encadrait le FSM de Porto Alegre, trop collé au aux politiques droitières du gouvernement Lula, vient de perdre les élections à la mairie à la fin octobre après 16 ans de pouvoir.

En autant que le FSM cristallise une poussée par en bas, des mouvements contre la mondialisation néolibérale puis de ceux contre la guerre, qui exerce une pression sur ses diverses composantes idéologiques, celles-ci avaient une obligation de résultat de s'entendre sur une plate-forme minimale, ce qu'a fait jusqu'ici la Charte du FSM et surtout les déclarations de l'Assemblée des mouvements sociaux. Si cette pression s'atténue, comme c'est le cas actuellement, les divergences politiques reprennent le dessus et rendent difficile le consensus.

La réponse spontanée de la direction du FSM à cette menace au consensus fut depuis le début d'évacuer le politique en interdisant la participation des partis politiques et des groupes de lutte armée... mais non la venue des vedettes politiques afin de donner plus de visibilité au FSM ! En un mot accepter le pire du politique mais évacuer le meilleur soit les saines confrontations d'idées seul moyen de déboucher à terme sur une stratégie — quel but, quelles priorités, quelles étapes, quelles alliances ? — de renversement du néolibéralisme guerrier avec un plan d'action à l'avenant qui dépasse les grosses manifestations sans suite sur des thèmes ponctuels.

Sera-t-il possible de maintenir un Forum ouvert, très fréquenté — il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain — en combinaison avec une analyse et une orientation qui ne fassent pas nécessairement consensus ? En un mot sera-t-il possible de revenir à la démocratie ? La méthode du FSM 2005 tente de circonscrire le problème en le séparant en une série de petits problèmes plus gérables quitte à produire momentanément une cacophonie. Peut-être est-ce en ces temps de creux de la mobilisation une tactique prudente qui permet de gagner du temps. On verra.

C'est toujours une question de négation de la négation. Pour construire l'expérience pionnière du FSM, amorce de l'internationalisme du XXI^è siècle, il a fallu nier la démocratie du XX^è siècle, étroite, formelle et, disons-le, bourgeoise. Il faudra nier cette méthodologie de consensus anti-démocratique par la démocratie du XXI^è siècle qu'on peut qualifier, pour employer un terme à la mode mais terriblement indéfini, de démocratie participative. Il ne s'agit pas de tracer d'avance une utopie. Cette démocratie se construira dans la lutte de classe sous toutes ces facettes.

On peut quand même en esquisser certains principes. La démocratie participative, comme son nom l'indique, doit permettre à chacun et chacune qui le désire de participer à la prise de décision, de la tactique locale au but stratégique. Inutile de dire que cette démocratie peut rarement être directe pour de simples raisons pratiques. Mais elle doit rompre avec la démocratie représentative au sens bourgeois c'est-à-dire l'abandon pour un temps déterminé de la participation à la décision en faveur d'une couche de professionnels qui développent entre temps leur capacité, leurs réseaux de relations et, last but not the least, leur cagnotte grâce à la corruption, légale ou illégale, par le capital.

Il s'agit donc d'un système de délibérations fréquentes et transparentes aboutissant à une décision par vote, délibérations qui peuvent être constante à des moments chauds, combinée avec une délégation électorale amovible et conditionnelle. Délibérations fréquentes signifient des assemblées générales régulières et rapprochées combinées avec des méthodes d'élaboration par la base minimalement encadrée par la direction. Délibération transparente signifie que non seulement les décisions mais aussi les débats sont accessibles à non seulement tous les membres mais aussi aux non-membres intéressés : la généralisation de la télé-informatique et de plus en plus du multimédia le permet de plus en plus facilement. Délégation amovible signifie le droit de rappel permanent et des mandats courts et limités. Délégation conditionnelle signifie un système de procès-verbaux et de rapports statutaires publiés, publics et soumis au vote.

On peut pressentir qu'un FSM basé sur la démocratie participative reposerait sur une hiérarchie locale/nationale/mondiale d'assemblées des mouvements sociaux eux-mêmes fonctionnant démocratiquement — donc fermées aux ONG fonctionnant par cooptation si prestigieuses soient-elles — dont les droits de votes seraient fonction de leur nombre d'adhérents et modulés par nationalité et genre. La segmentation par secteurs que tentera le FSM 2005 permettrait d'initier un tel processus tout en commençant à donner un caractère permanent aux assemblées sectorielles, processus qui d'ailleurs a déjà commencé à Mumbai (mouvement anti-guerre, mouvement pour la fermeture des bases militaires) et même avant (mouvement pour l'annulation de la dette, Via Campesina, Marche mondiale des femmes, mouvement anti-ZLÉA).

L'actuelle assemblée des mouvements sociaux pourrait se muer en assemblée des assemblées. Ainsi y aurait-il découplage graduel du FSM et de la structure des assemblées. Cette autonomisation est souhaitable en autant que le FSM continue de se réunir, moins fréquemment sans doute, mais régulièrement pour signaler l'unité de la structure d'ensemble et pour que demeure sa fonction originale de grande rencontre consensuelle d'échanges d'idées et de projets sans obligation immédiat de résultat, sorte de grande think tank populaire. Ainsi se découplerait une structure décisionnelle démocratique participative d'une structure consensuelle d'échanges.

Syndicats pris au piège du nationalisme

L'approfondissement de la démocratie, combiné à une structure globale/sectorielle qui se dote d'une véritable stratégie, créerait les conditions d'une jonction entre, d'une part, les multiples lutte sociales nationales contre la panoplie de politiques néolibérales et, d'autre part, les luttes globales contre la guerre et les accords/institutions imposant le libre-échange. Seul la perspective de cette jonction permettrait une pleine intégration de ces deux acteurs cruciaux sans lesquels aucune percée stratégique n'est possible : les syndicats et les partis.

Jusqu'ici, l'intégration du mouvement syndical dans le mouvement altermondialiste est globalement marginale si l'on prend en compte son importance cruciale. Il faut quand même signaler la présence de la CUT brésilienne, l'équivalent du CTC canadien, à la direction internationale du FSM, une participation non négligeable aux différents FSM dont les syndicats indiens à Mumbai et ceux britanniques à Londres. Pas à pas, et non des moindres, l'arrimage se fait mais le mouvement syndical est encore loin d'occuper dans la structure du FSM la place centrale qui lui revient.

Pourquoi l'apport syndical est-il central ? Parce que la source des profits du capital est la création de la plus-value au sein de l'appareil de production des produits et services. Et que donc seul une force sociale capable de pénétrer massivement cet appareil est en mesure de changer le fond des choses. Cette force sociale a un nom : le syndicalisme, legs essentiel du premier internationalisme du XIX^{ie} siècle qui n'a eu de cesse de se développer durant tout le XX^{ie} siècle. Ce ne fut pas un hasard si dès leur arrivée au pouvoir, les gouvernements Thatcher et Reagan — les mère et père du libre-échange et des politiques néolibérales — se sont empressés de briser la puissance syndicale, le premier lors de la grève des charbonnages, le second lors de celle des aiguilleurs du ciel. Pour n'importe quel gouvernement néolibéral la recette est d'ailleurs la même. Les gouvernements Harris, en Ontario, et Campbell, en Colombie britannique, ont d'abord dû vaincre la riposte syndicale pour imposer leurs politiques néolibérales.

Au Québec, le gouvernement du Parti québécois a pu d'abord faire un bon bout de chemin en endormant les syndicats par la « concertation ». Pour cependant parachever l'État néolibéral avec les PPP (partenariats privés-publics) le gouvernement libéral a conclu que la stratégie de l'affrontement était incontournable. En réussissant à imposer en décembre 2003 ses lois scélérates — la légalisation de la désyndicalisation par sous-traitance et la restructuration du syndicalisme du secteur de la santé, noyau dur du syndicalisme de combat québécois, en syndicats professionnels pour faciliter les PPP — sans provoquer une grève générale, il a gagné la première manche. Reste à gagner la bataille finale en imposant une convention collective basée sur le gel salarial et l'ouverture à la sous-traitance des services de soutien. (Pour le syndicat des cols bleus de Montréal, autre syndicat combatif en pointe, le gouvernement tente d'imposer rien de moins qu'un sérieux recul salarial et un allongement du temps de travail.)

On peut voir dans l'Union européenne une évolution semblable à cette différence près que la résistance y est plus forte mais pas au point que les résultats y soient qualitativement différents.

« La situation en Europe est marquée par la brutalité de la nouvelle offensive de la contre-réforme libérale : réduction des allocations-chômage et démolition de la sécurité sociale en Allemagne ; réforme des retraites, de la sécurité sociale, nouvelles privatisations en France ; attaques contre les retraites, le système de santé et la sécurité sociale aux Pays-Bas... Après le « Thatchérisme » des années 1980 en Grande-Bretagne, une nouvelle vague de déconstruction des rapports sociaux issus de l'après-guerre est en cours. Cette radicalité des attaques capitalistes résulte d'une aggravation de la concurrence inter-impérialiste dans le cadre de la phase actuelle de la mondialisation, où les bourgeoisies européennes doivent dégager de nouvelles marges de manœuvres face à l'Amérique et aux puissances asiatiques.

« La brutalité de ces attaques crée de nouvelles tensions sociales et politiques. Cela provoque une résistance sociale au travers des grèves, luttes et manifestations (manifestations en Allemagne contre le plan Hartz 4, grèves et manifestations en France contre la réforme des retraites et la privatisation d'EDF, manifestations et grèves aux Pays-Bas...) ainsi qu'un rejet de la politique ultra-libérale des gouvernements : rejet de la droite libérale en France et en Italie mais aussi du gouvernement SPD-Vert de Schröder ou du gouvernement Blair.

[...]

« Mais toutes ces luttes, toutes ces confrontations, à ce jour, se sont terminées par des reculs ou des défaites sociales. La force du mouvement anti-guerre ou la dynamique des mouvements altermondialistes n'arrivent pas à inverser les tendances lourdes de la situation. Du coup, l'offensive capitaliste s'approfondit et, globalement, les positions du mouvement ouvrier traditionnel reculent. Cela a des effets sur le niveau de conscience de larges secteurs du monde mais elles ne sont pas assez fortes pour déborder les appareils syndicaux qui acceptent le cadre libéral. Ces défaites ont des effets sur le moral des salariés... » {François Sabado, INPRECOR, octobre-novembre 2004}

Il ne faut pas se leurrer. Tant que la majeure partie des directions syndicales acceptera le cadre néolibéral leur pleine intégration dans le mouvement des mouvements qui, rappelons-le, se définit comme anti-néolibéral est impossible à moins que le mouvement altermondialiste ne se renie lui-même. Anti-néolibéralisme et pleine intégration relève de la même dynamique dialectique cause/effet/cause. De quel maillon de la chaîne faut-il s'emparer pour amorcer cette dialectique ? Au cœur de la globalisation il y a un noyau de quelques milliers, quelques centaines même, de transnationales qui, pour la très grande majorité, ont une main d'œuvre au moins partiellement syndiquée. Ces transnationales s'appuient à leur tour sur quelques dizaines d'États déterminants qui ont été et restent les maîtres d'œuvre de la structuration libre-échangiste du monde à travers les institutions de Bretton Woods.

Le mouvement syndical est actuellement plombé par un fort nationalisme qui amène ses directions à privilégier l'unité stratégique avec le patronat national, au-delà des batailles tactiques sur le partage du gâteau, afin de tirer son épingle du jeu infernal de la concurrence sur le marché mondial. Par exemple, la FTQ s'unit avec Bombardier pour exiger du gouvernement fédéral de massives subventions pour pouvoir concurrencer

Embraer ou les états étasuniens qui veulent avoir les nouvelles usines pour le nouveau courrier moyen. Peut-être est-ce dans l'immédiat un mal nécessaire pour sauvegarder les emplois mais l'État aura-t-il sa part équivalente du capital social de sorte à partager autant les profits que les risques.

Mais la FTQ a-t-elle été solidaire des travailleurs de l'usine belge de Bombardier qui a fermé il y a trois ou quatre ans demande Ricardo Petrella ? Quand les travailleurs d'une imprimerie du Kentucky appartenant à Québécor sont venus à Montréal à la fin août pour obtenir la solidarité des travailleurs d'ici de Québécor pourquoi n'y avait-il que quelques dizaines de personnes à la manifestation en face du siège social ? Est-ce parce le mouvement syndical voudrait ménager ce fleuron de Québec Inc., ne pas menacer sa rentabilité, même au prix de grossières pratiques anti-syndicales aux ÉU contre la « menace » étasunienne ? Avec le nationalisme la liaison avec le patronat national l'emporte toujours sur la liaison internationaliste avec le prolétariat extérieur même d'un même employeur.

Pourtant les travailleurs et travailleuses de Québécor Média (Vidéotron et TVA) sortaient d'une dure et longue grève contre leur employeur. Cependant, cette grève qui posait la question de la monopolisation des médias électroniques fut menée sans solidarité syndicale et populaire sérieuse. Pourtant la question démocratique en général, et de la démocratisation des médias en particulier, est une préoccupation majeure du mouvement altermondialiste. Cette jonction entre mouvement syndical et mouvement populaire qui, il est vrai, n'a même pas soulevé le problème, les directions syndicales n'ont jamais voulu la faire de peur de nuire à la capacité concurrentielle de Québécor.

Même quand elle se fait à la base, par exemple quand la population du Saguenay a appuyé massivement l'occupation héroïque de l'usine d'aluminium de l'ALCAN vouée à la fermeture, la direction syndicale s'est empressée d'éteindre le feu. Il aurait été tout à fait possible de construire la solidarité active non seulement dans les centres métropolitains du Québec mais aussi de susciter la solidarité des syndiqués de l'ALCAN à travers le monde, particulièrement en France et en Suisse où la plus importante transnationale de l'aluminium venait de s'emparer des plus importantes entreprises d'aluminium de ces pays. Encore une fois la solidarité nationale avec ALCAN l'a emporté sur la solidarité de classe, nationale ou internationale.

Partis politiques pris au piège du « réformisme sans réforme »

Comment franchir cet obstacle qui peut paraître insurmontable même à un groupe de militants aguerris bien positionnés ? Encore une fois, le vieil internationalisme nous a légué un autre type d'organisation qui occupe le centre du champ politique et dont le but est la prise du pouvoir étatique qui est loin d'être « tout le pouvoir » mais qui en est la clef de voûte permettant de tout faire basculer vers une dynamique anticapitaliste. Cependant, le bilan XX^{ie} siècle des partis prolétariens paraît désastreux au point d'avoir amené une grande partie du mouvement altermondialiste à conclure à son échec irrémédiable. Rien de surprenant donc que les partis peinent à s'y faire accepter.

Que ce soit les vieux partis sociaux-démocrates, dont les ancêtres avaient déjà trahi la révolution socialiste au sortir de la Première guerre mondiale ; les partis dit communistes qui avaient suivi la contre-révolution stalinienne ; et — c'est là le plus désolant et le plus décourageant — les nouveaux partis issus des mobilisations des nouveaux prolétariats de pays du tiers monde récemment industrialisés comme l'Afrique du Sud et le Brésil, ils ont tous capitulé devant l'offensive néolibérale se contentant d'un « réformisme sans réforme » c'est-à-dire de gérer au mieux la descente aux enfers des peuples du monde qui peinent à la freiner des deux pieds.

Des idéologues du mouvement altermondialiste en sont arrivés à théoriser cet échec. La première théorie, que l'on pourrait qualifier de néo-anarchiste, consiste à affirmer que le marché global avait marginalisé les États au point que la conquête du pouvoir d'État n'avait plus lieu d'être. Le pouvoir serait détenu par un « Empire » sans feu ni lieu, espèce de grand réseau insaisissable. Le corollaire de cette théorie qui rend invisible l'ennemi à combattre est que sa contrepartie qui est son contraire, la multitude, est tout aussi indéfinissable tant son homogénéité remplit tout l'écran. Le résultat théorique conduit à la paralysie de la lutte sociale sauf à attendre les pulsions d'une multitude qui n'en peut plus avant de retomber sans sa prostration.

Depuis la guerre contre l'Afghanistan et surtout contre l'Iraq qui a démontré toute la puissance dévastatrice de l'impérialisme étasunien, inutile de dire que cette théorie a rapidement pris du vieux. Même auparavant, la deuxième Intifada, qui avait débuté en septembre 2000, l'avait miné en démontrant le potentiel mobilisant de la revendication d'un État national. D'ailleurs un examen un peu sérieux des rapports entre, d'une part, les États et, d'autre part, les transnationales et les FMI/OMC/ONU montre bien que les États, selon il est vrai une hiérarchisation renforcée non seulement entre pays impérialistes et pays du tiers monde mais aussi au sein de ces deux groupes, sont les anges gardiens des premières et la direction des secondes. On peut certes constater un découplage États/marché global qui pose un problème de gouvernance mondiale de sorte que les conflits risquent à tout moment le dérapage contrairement au temps de la guerre froide mais pas une impuissance de l'État.

Une deuxième théorie, que l'on pourrait qualifier de néo-localiste, appelle à changer le monde sans prendre le pouvoir. Cette théorie prétend généraliser l'expérience des Indiens zapatistes qui ont dû se replier en municipalités autogérées dans les confins de la province la plus au sud du Mexique, protégés par leur petite force armée et surtout par la solidarité mondiale, après que le peuple mexicain n'eut pas répondu à leur appel de soulèvement généralisé en 1994. Incapables par eux-mêmes, comme petit groupe d'autochtones des confins du Mexique de prétendre au pouvoir ni même de revendiquer d'une façon crédible l'indépendance nationale faute de masse critique, ne leur restait plus que la possibilité du repli tout en exploitant au mieux la conjoncture en attendant des jours meilleurs.

La théorisation de cette situation cul-de-sac n'est rien d'autre qu'une remise à jour des pratiques de construction d'utopies marginales en dehors du système, de libre-échange dans ce cas-ci, qui vont de l'expérience radicale des zones libérées à celle ultra-moderée des fonds éthiques d'investissement en passant par le microcrédit, le

développement économique communautaire, le coopératisme, le budget participatif ou le commerce équitable. Toutes ces méthodes ont comme point commun de vouloir contourner les forces néolibérales sans toutefois les affronter directement. La plupart de ces expériences aboutissent au bout du compte au pire des cas à intégrer de potentiels contestataires au système ou au mieux à les neutraliser dans les marges quand ce n'est pas à améliorer son fonctionnement.

Il n'est cependant pas impossible de subvertir ces méthodes marginales en s'en servant comme bases de départ pour attaquer les forces néolibérales. À tout moment les Zapatistes peuvent surgir de leurs zones, comme ils l'ont déjà fait, pour attaquer politiquement l'État néolibéral en espérant susciter un mouvement de masse. On peut mobiliser contre les transnationales commerciales pour les forcer à mettre en marché les produits équitables. Le budget participatif peut servir de base de mobilisation pour modifier la politique fiscale et les politiques de financement des services publics. On peut mobiliser contre l'État pour financer le développement économique communautaire et les coopératives.

Cette subversion, cependant, ne va pas de soi. Ces méthodes de la marginalité ont pour but premier de coopter ou de neutraliser les militants et militantes anti-néolibéraux. Retourner ces méthodes contre le néolibéralisme est un acte politique conscient qui relève encore une fois du principe dialectique de la négation de la négation. Cette conscience nécessite un incubateur c'est-à-dire un pôle politique dont la forme achevée est le parti. Car telle est la malédiction des temps présents. Tant pour désenclaver le syndicalisme de son piège nationaliste que pour subvertir la marginalité récupératrice, il y a nécessité d'une organisation politique posant la nécessité de renverser les forces néolibérales ce qui ne peut vouloir dire que de viser le pouvoir étatique. Et voilà que cet outil semble avoir été un échec sur toute la ligne.

Que faire ? Ne pourrait-on pas tenter de construire un parti anticapitaliste, pour ne pas dire socialiste, fonctionnant sur la base de la démocratie participative — donc sans chef charismatique à la Lula ou à la Nelson Mandela... ou à la Françoise David — dont les membres seraient partie prenante des organisations sociales afin d'y militer mais aussi de tenter de les coordonner dans le cadre d'une stratégie de prise de pouvoir et en lien organique avec l'ensemble des partis anticapitalistes du monde. Une première réunion de ces partis, dont l'UFP québécoise, eut lieu à Mumbai. Peut-être est-ce le commencement de quelque chose ?

Marc Bonhomme, 14 novembre 2004